



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :  
083-248300543-20240715-Imc1336100-DE-1-1  
Date de validation par la préfecture : mardi 16 juillet 2024  
Date de publication : 16/07/2024

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 15 JUILLET 2024**

**NOMBRE D'ELUS  
METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 16**

**QUORUM : 9**

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4

**OBJET DE LA DECISION**

**N° 24/431**

**CONVENTION DE  
PARTENARIAT ENTRE LA  
METROPOLE TPM ET  
L'ASSOCIATION DE LA  
FONDATION DES ETUDIANTS  
POUR LA VILLE - 2024/2026 -  
AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Nathalie BICAIS, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/431**

**BUREAU DU 15 JUILLET 2024**

**O B J E T : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA  
METROPOLE TPM ET L'ASSOCIATION DE LA  
FONDATION DES ETUDIANTS POUR LA VILLE -  
2024/2026 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la délibération n° 21/05/181 du 27 Mai 2021 portant prescription du troisième programme local de l'habitat pour la période 2023 – 2028,

**VU** la présentation des travaux portant sur le diagnostic, les orientations et le programme d'actions du troisième programme local de l'habitat,

**VU** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville en date du 20 juin 2024,

**VU** la convention ci-après annexée,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de sa compétence en matière d'habitat, la Métropole est amenée à développer des partenariats afin de répondre au mieux aux attentes de sa population,

**CONSIDERANT** que les travaux du PLH ont mis en lumière une offre de logements du territoire peu adaptée aux besoins et au niveau de revenus des jeunes freinant ainsi leur parcours résidentiel,

**CONSIDERANT** que le logement étant une dimension majeure et fondamentale, la Métropole veillera à favoriser le développement de ce type d'offre (logement social dédié aux jeunes et étudiants, Foyer Jeunes Travailleurs), idéalement à proximité des secteurs d'emplois, des campus et des transports en commun, pour pallier les difficultés de mobilité qui peuvent être plus fortes pour ce public,

**CONSIDERANT** que cette ambition s'inscrit pleinement dans la politique jeunesse métropolitaine et notamment à l'axe 2 Logement du Plan Jeunes,

**CONSIDERANT** qu'afin de retenir les jeunes ménages sur son territoire, qu'ils soient étudiants, décohabitants ou en situation de premier emploi, la Métropole considère comme nécessaire de proposer une offre de logements abordables et flexibles en mobilisant l'ensemble de la chaîne des acteurs,

**CONSIDERANT** que l'Association de la Fondation des Etudiants pour la Ville a pour objectif de lutter contre les inégalités et la relégation dans les quartiers, de proposer, aux côtés des politiques publiques, des espaces d'engagement citoyen pour les jeunes, en général, et pour les étudiants, en particulier,

**CONSIDERANT** qu'au regard des programmes déployés par cette association et notamment ses actions de mentorat visant à un accompagnement pour aider au non décrochage scolaire, ses actions d'accueil de jeunes en service civique en intervenant dans des collèges des quartiers en politique de la ville, ainsi que ses actions portant sur le développement de solution logement innovante pour les jeunes avec le dispositif « Kaps (colocations à projets solidaires) » conjuguant logement et engagement des jeunes bénéficiaires,

**CONSIDERANT** que le programme Kaps, partenaire de l'ANRU, est mentionné dans le plan "logement étudiant" de novembre 2023, mais également dans la circulaire du 18 décembre 2023 relative à la mixité sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, comme solution des territoires pour renforcer l'accès à logement des jeunes et la mixité sociale dans les territoires,

**CONSIDERANT** que l'association peut ainsi participer concrètement au développement de solutions logement pour les jeunes prévues dans le PLH à venir tout en les accompagnant dans le cadre de leur engagement citoyen auprès des habitants des Quartiers Politique de la Ville mais également les usagers des aires d'accueil des gens du voyage,

**CONSIDERANT** qu'elle est également investie d'une mission de mise en œuvre territoriale des politiques négociées avec l'État,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** à l'Association de la Fondation des Etudiants pour la Ville une subvention de 39 000€ pour la période 2024/2026, soit 13 000 € /an.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer ladite convention.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget principal sur l'opération 62, chapitre 65, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 juillet 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12

CONTRE 0

ABSTENTION 0



# **CONVENTION DE PARTENARIAT METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE AVEC L'AFEV POUR LA PERIODE 2024/2026**

## **Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n°            en date du

## **Ci-Après désignée « La Métropole »**

## **Et**

- L'association AFEV (Association de la Fondation des Etudiants pour la Ville) régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège 221, rue Lafayette 75010 Paris, représentée par la responsable dûment mandatée, Madame Clotilde Giner, Présidente habilitée à cet effet par les statuts de l'association

## **Ci-Après désigné « L'Association »**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

### **La Métropole**

Le territoire de la métropole Toulon Provence Méditerranée rassemble 12 communes du Var : Toulon, Hyères, La Seyne-sur-Mer, Six-Fours-les-Plages, la Valette-du-Var, La Garde, la Crau, Ollioules, Le Pradet, Carqueiranne, Saint-Mandrier, Le Revest-les-Eaux. Avec près 440 000 habitants, la Métropole Toulon Provence Méditerranée est la 14<sup>ème</sup> métropole de France. Disposant de la compétence habitat depuis sa création, ce territoire s'est toujours largement investi dans cette politique publique au travers de Programmes Locaux de l'Habitat successifs.

Lors de l'élaboration de son troisième programme pour la période 2024/2029, la métropole a pris soin de questionner ce que pouvait recouvrir une politique d'habitat. Une politique d'habitat, certes, mais : pour qui construire ? qui sont les ménages ne pouvant poursuivre leurs projets résidentiels sur le territoire, pourquoi ? quels sont les publics exclus du logement ? pourquoi ?

Ce troisième Programme Local de l'Habitat n'est pas seulement le document cadre d'une politique publique, mais bien un programme résolument tourné vers l'habitant et devant répondre à ses besoins en matière d'habitat et de logement. Ce troisième PLH est donc le Programme Local de l'Habitant.

Un des publics particulièrement mis en lumière par le diagnostic est celui des jeunes. Ce territoire compte relativement peu de jeunes au sein du territoire. Cette sous-représentation s'explique en partie par le fait que l'offre de logements du territoire est peu adaptée aux besoins et au niveau de revenus des jeunes (le parc locatif est peu développé ou peu accessible financièrement, et comporte peu de petites et moyennes typologies). Le parcours résidentiel des jeunes est ainsi particulièrement freiné. Afin de retenir les jeunes ménages sur son territoire, qu'ils soient étudiants, décohabitants ou en situation de premier emploi, la Métropole considère comme nécessaire de proposer une offre de logements abordables et flexibles. Ce programme qui prendra corps dans le cadre des 16 fiches actions proposera solutions, partenariats et modalités opératoires menés tout au long de la période d'exécution du PLH.

Néanmoins, et anticipant l'adoption de ce PLH3, l'ambition métropolitaine à l'égard de la jeunesse a également été déclinée dans le Plan Jeune que la collectivité a lancé en fin d'année 2023. Ce plan à destination de ce public particulier se présente comme une réponse locale aux problématiques générales éprouvées par ce public. En effet, TPM œuvre pour ses jeunes ! La Métropole TPM a voulu asseoir sa politique métropolitaine en faveur de la jeunesse et particulièrement en direction des 18-25 ans. Acteur majeur du territoire, elle se veut être une métropole dynamique, accueillante, solidaire, qui capitalise sur la jeunesse en lui permettant de s'émanciper et d'être autonome et une métropole attractive, innovante qui offre à chaque jeune les conditions pour se réaliser, s'épanouir et se projeter sur le territoire. Ce plan jeune s'articule autour de 4 axes :

- Axe 1 : La citoyenneté et la participation.
- Axe 2 : Le logement.
- Axe 3 : L'insertion sociale et professionnelle.
- Axe 4 : La qualité et les conditions de vie.

C'est donc tout naturellement que ce plan jeune, et notamment son axe 2 consacré au logement, s'arrime au PLH 3, lequel contribuera à apporter des réponses opérationnelles et concrètes de solution logements envers les jeunes ne disposant pas d'une offre suffisante, qu'il s'agisse de logements abordables, de petits logements étudiants ou logement en colocation.

Si la mise en place d'une offre dédiée est indispensable, elle ne pourra être efficace que si les acteurs travaillent ensemble pour bien cibler les besoins et orienter les publics. La métropole travaillera à l'animation des partenariats, la mise en réseau et la diffusion d'informations au public avec les acteurs.

### **L'Afev, Association de la Fondation Étudiante pour la Ville**

L'Afev est une association loi 1901 créée en 1991. Sa création résulte de la volonté de lutter contre les inégalités et la relégation dans les quartiers en France, en proposant, à côté des politiques publiques, des espaces d'engagement citoyen pour les jeunes, en général, et pour les étudiants, en particulier. Organisant plus d'un million d'heures d'engagement solidaire par an, l'Afev est devenue le premier réseau européen d'intervention d'étudiants dans les quartiers populaires avec près de 20 000 jeunes qui s'engagent chaque année.

L'Afev intervient dans 350 quartiers, en partenariat avec 900 établissements scolaires et est présente dans 150 établissements d'enseignement supérieur.

L'Afev mène particulièrement 3 programmes en cohérence avec le déploiement de la stratégie visée par la métropole :

- Le mentorat. Deux heures par semaine, tout au long de l'année scolaire, un·e étudiant·e bénévole intervient auprès d'un enfant ou d'un·e jeune (de 5 à 18 ans) rencontrant des difficultés dans son parcours, en s'adaptant à la réalité de l'enfant. Cet accompagnement contribue à aider dans la scolarité, l'orientation, et à redonner confiance à des milliers d'enfants et de jeunes ;
- L'accueil de jeunes en service civique, avec notamment le dispositif Volontaires En Résidence : les volontaires de l'Afev, en mission jusqu'à 10h/ semaine dans les établissements scolaires, favorisent l'émergence de projets avec les jeunes, les accompagnent dans la scolarité, l'orientation, ou des projets artistiques, culturels, écologiques, ou sportifs ;
- Les Kaps (colocations à projets solidaires). Elles permettent à des jeunes, en particulier étudiant·es, de conjuguer un engagement avec un logement, dans la perspective de renforcer la mixité et le lien social dans les quartiers populaires. Autour de projets solidaires portés par les colocataires, les Kaps visent à remettre de l'humain dans l'urbain et raccrocher l'université et la ville. En 2024, l'Afev propose plus de 1200 places dans 47 villes (et 91 QPV) en France. Le programme Kaps de l'Afev est partenaire de l'ANRU, et soutenu par le gouvernement (le plan "logement étudiant" de novembre 2023), et cité dans la circulaire du 18 décembre 2023 relative à



la mixité sociale dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, comme solution des territoires pour renforcer l'accès à logement des jeunes et la mixité sociale dans les territoires.

**La métropole TPM et l'AFEV décident de conduire un partenariat sur trois années visant donc à renforcer les solutions logement (KAPS) pour le publics jeunes tout en les accompagnant dans leur engagement dans les quartiers et au sein de la communauté des gens du voyage.**

**Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

## **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.  
Elle est conclue pour une période de trois ans, à savoir pour les années 2024, 2025 et 2026.

## **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION**

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention, et détaillé en annexe 1,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'association Afev à hauteur de 39 000 euros conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention, soit 13 000 euros annuellement.

Ce montant sera inscrit au Budget principal opération 62, chapitre 65, fonction 552.

Le concours apporté à la réalisation du projet porte sur 33% du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 39 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités annuelles suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 6 500 euros, à la notification de la convention pour la première année, et au cours du premier trimestre pour les années suivantes,
- Le solde, soit 6 500 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
  - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
  - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION**

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA MÉTROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet rendu sous format d'un rapport comprenant des critères quantitatifs (ex : nombre de bénéficiaires du projet) et qualitatifs (nature des actions solidaires menées par exemple) explicités en annexe 1 de la présente convention.

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre

le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction. En cas de demande de renouvellement, l'Association procèdera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## **ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## **ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

#### **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

La Présidente de l'Association  
Association de la Fondation des Etudiants pour la  
Ville

Clotilde GINER

## ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention :

**“Logement et engagement des jeunes : les Kaps (colocations à projet solidaire)  
au service des quartiers et de la communauté des Gens du voyage”**

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
117 700 €	39 000 €	44 081 €

### a) Objectif(s) :

Les objectifs du projet sont triple :

- engager la jeunesse pour réduire les inégalités éducatives et sociales sur le territoire de la métropole
- favoriser la mixité et la cohésion sociale dans les quartiers QPV et dans les aires d'accueil des Gens du voyage
- favoriser l'accueil, le logement et l'intégration de la jeunesse étudiante dans la métropole TPM

### b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
  - o Nombre d'appartements et nombre de places (lits) mis à disposition par les bailleurs pour le projet
  - o Taux d'occupation annuel des appartements par des “Kapseurs” ou “Kapseuses”
  - o Nombre de Kapseur(euse)s par an
  - o Nombre de QPV où se trouvent des Kaps
  - o Nombre d'actions solidaires mises en œuvre par les Kapseurs et Kapseuses
  - o Nombre d'heures d'engagement cumulées annuellement par les jeunes engagé(e)s
  - o Nombre et typologie des habitant(e)s touché(e)s par les actions solidaires (âge, genre)
  - o Nombre de mentors auprès des enfants de la communauté des Gens du voyage
  - o Nombre d'enfants de la communauté des Gens du voyage mentorés chaque année
- Indicateurs qualitatifs :
  - o Taux de retours positifs des partenaires des Kaps (bailleurs et associations de quartier) sur les actions des Kapseur(euse)s (animation, lien social, entraide au sein du quartier)
  - o Nature des actions solidaires menées par les Kapseur(euse)s
  - o Taux d'appréciation des actions menées par les Kapseur(euse)s par les habitant(e)s des quartiers
  - o Taux de participation des enfants aux séances de mentorat collectif
  - o Evolution des enfants mentorés entre le début et la fin du mentorat sur des compétences identifiées (ex : prise de parole, autonomie dans les devoirs)

c) Public(s) visé(s) :

Les publics visés par le projet sont principalement les jeunes étudiant(e)s de la métropole de TPM, qui bénéficient d'un logement à prix modéré et s'engagent pour leur territoire.

Dans une moindre mesure, les Kaps pourront être ouvertes à d'autres jeunes (<30 ans) : volontaires en service civique, apprentis/ alternants, ou jeunes actifs. L'objectif étant de préserver l'ambition sociale du projet et la mixité des publics.

**Nombre de jeunes engagé(e)s bénéficiaires directs du projet : 95 jeunes**

Le projet permet de toucher d'autres publics cibles, qui bénéficient des actions menées par les jeunes engagé(e)s à l'Afev :

- enfants, notamment de la communauté des Gens du voyage, mentorés par les jeunes engagé(s)

**Nombre d'enfants mentorés bénéficiaires directs du projet : 110 enfants (dont 45 sur les aires des Gens du voyage)**

- familles et habitant(e)s des QPV qui accueilleront les Kaps, qui bénéficient des actions solidaires menées par les jeunes dans leur quartier (actions éducatives, citoyennes, vie de quartier, lutte contre l'isolement, etc.)

**Nombre d'habitants bénéficiaires indirects du projet : 1000 habitants de la métropole**

d) Localisation :

A définir en concertation avec les partenaires du projet (TPM et bailleurs sociaux).

Privilégiés dans un premier temps :

- QPV Centre-ville de Toulon
- QPV St Jean du Var
- QPV Ste Musse
- QPV Romain Rolland (La Garde)
- Les aires d'accueil des Gens du voyage de la Millone (Six-Fours) et la Chaberte (La Garde)

A envisager dans une 2ème phase de déploiement du projet :

- QPV La Berthe (La Seyne)
- QPV La Beaucaire

e) Moyens mis en œuvre :

1) Mise à disposition et location d'appartements en Kaps (colocations solidaires)

- a) Démarche partenariale avec les bailleurs sociaux de la métropole pour identifier les quartiers et les appartements : communication du projet, de ses modalités d'action et de réussite, co-construction de son déploiement sur la métropole Toulon Provence Méditerranée
- b) Conclusion de conventions tripartites Afev-TPM-bailleurs avec les conditions d'attribution, d'occupation et de location des appartements
- c) Suivi et reporting régulier auprès des bailleurs (reporting quantitatif et qualitatif trimestriel, comité de pilotage annuel)



- 2) Mobilisation, formation et accompagnement des jeunes engagé(e)s
  - a) Mobilisation (dans les campus, réseaux sociaux)
  - b) Recrutement des jeunes engagé(e)s dans le projet : pré-sélection pour les commissions d'attribution (CAL), réunions d'information des mentors
  - c) Formation et suivi des jeunes engagé(e)s le long de l'année (formations en présentiel et MOOC, suivi hebdomadaire des jeunes engagé(e)s par l'équipe Afev), en particulier en lien avec les actions solidaires menées (ex : formations dédiées au mentorat, pour adopter la bonne posture, utiliser des outils/ ressources pédagogiques, se préparer à des situations pratiques)
  - d) Animation/ accompagnement des colocations
  
- 3) Déploiement et suivi des actions solidaires menées par les jeunes engagé(e)s
  - a) Identification des actions solidaires pertinentes dans les QPV et aires d'accueil des Gens du voyage, en partenariat avec les services de TPM, les associations et autres partenaires du projet. L'une des actions solidaires identifiées et déjà intégrée au projet est la mise en œuvre de mentorat semi-collectif auprès des enfants (5 à 15 ans) de la communauté des Gens du voyage de l'aire de la Millone et de la Chaberte.
  - b) Accompagnement des jeunes dans leur engagement pour la réussite des actions solidaires menées : l'équipe Afev accompagne les jeunes Kapseur(euse)s au quotidien pour favoriser leur engagement et assurer l'impact des actions
  - c) Mesure des résultats, reporting et communication auprès des partenaires du projet, des habitant(e)s

f) Calendrier prévisionnel :

Le calendrier de déploiement du projet, et donc d'atteinte des objectifs, est le suivant. A noter que les actions du projet se tiennent sur des années scolaires/ universitaires, correspondant aux calendriers des publics visés par le projet (étudiant(e)s et enfants en grande majorité). L'objectif est de viser la mise à disposition des appartements Kaps au plus tard pour septembre 2025 (rentrée universitaire).

	Année 1 2024	Année 2 2025	Année 3 2026
1) Mise à disposition et location d'appartements Kaps	<i>identification des bailleurs partenaires et des QPV d'implantation des Kaps</i>	septembre 2025 : 4 appartements / 20 à 30 places	septembre 2026 : 6 appartements / 40 à 50 places
2) Mobilisation, formation et suivi des jeunes engagé(e)s	mars 2024 : 2 jeunes mentors (pour année scolaire 23-24)  septembre 2024 : 5 jeunes mentors (pour l'année scolaire 24-25)	septembre 2025 : 20 à 30 jeunes Kapseur(euse)s et/ dont 8 jeunes mentors pour les enfants de Gens du voyage (pour l'année universitaire (25-26)	septembre 2026 : 40 à 50 jeunes Kapseur(euse)s et/ dont 8 jeunes mentors pour les enfants de Gens du voyage (pour l'année universitaire (26-27)
3) Déploiement et suivi des actions solidaires	mars 2024 : démarrage du mentorat auprès des enfants Gens du voyage (aire de la Millone)	poursuite du mentorat sur les 2 aires  avril-août 2025 : ingénierie des actions solidaires avec les	poursuite du mentorat sur les 2 aires poursuite des actions solidaires et/ou adaptation et déploiement d'autres

	septembre 2024 : démarrage du mentorat auprès des enfants (aire de la Chaberte)	partenaires du projet et associations des QPV  septembre 2025 : démarrage des actions solidaires dans les QPV d'implantation des Kaps	actions solidaires pour la rentrée septembre 2026
--	--	---	---

## ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

CHARGES	Projet	PRODUITS	Projet
<b>60 – Achat</b>	<b>4,798</b>	<b>70 – Vente de marchandises, produits finis, prestations de services</b>	<b>0</b>
	0	<b>Vente</b>	0
Achats matières et fournitures	4,346	<b>Prestations de service</b>	0
Autres fournitures	452		0
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>9,009</b>	<b>74- Subventions d'exploitation</b>	<b>117,695</b>
Locations	8,979	Etat : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	0
Entretien et réparation	0	- Ministères (Plan mentorat)	5,800
Assurance	31	- Serv.déconcentrés-Pref-ANCT	0
Documentation	0	Région(s) : Région Sud	9,000
	0	Département(s) :	0
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>6,362</b>	Intercommunalité(s) : TPM Sollicité	39,000
Rémunérations, intermédiaires et honoraires	2,252	Commune(s) :	0
Publicité, publication	946	Organismes sociaux (détailler) :	0
Déplacements, missions	1,867	- CAF	21,500
Services bancaires, autres	1,298	- Autres organismes	0
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>0</b>	Fonds européens	0
Impôts et taxes sur rémunération	0	L'agence de services et de paiement (ex-CNASEA -emplois aidés)	7,781
Autres impôts et taxes	0	Autres établissements publics	0
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>94,148</b>	Aides privées (dont bailleurs)	28,861
Rémunération des personnels	60,936	-	0
Charges sociales	26,959	Autres - Fonds propres	5,758
Autres charges de personnel	6,253		0
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>3,322</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	<b>0</b>
<b>Frais de gestion</b>	<b>3,323</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	0
<b>66- Charges financières</b>	<b>59</b>	<b>76 - Produits financiers</b>	<b>0</b>
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>77 - Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>0</b>	<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>0</b>
<b>Différence Excédentaire</b>	<b>0</b>	<b>Différence Déficitaires</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>117,700</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>117,700</b>

### CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	90 480€
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole	90 480€	875- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>90 480€</b>	<b>TOTAL</b>	<b>90 480€</b>

**La subvention de 39 000€ représente 33% du total des produits :**

(montant attribué/total des produits) x 100.